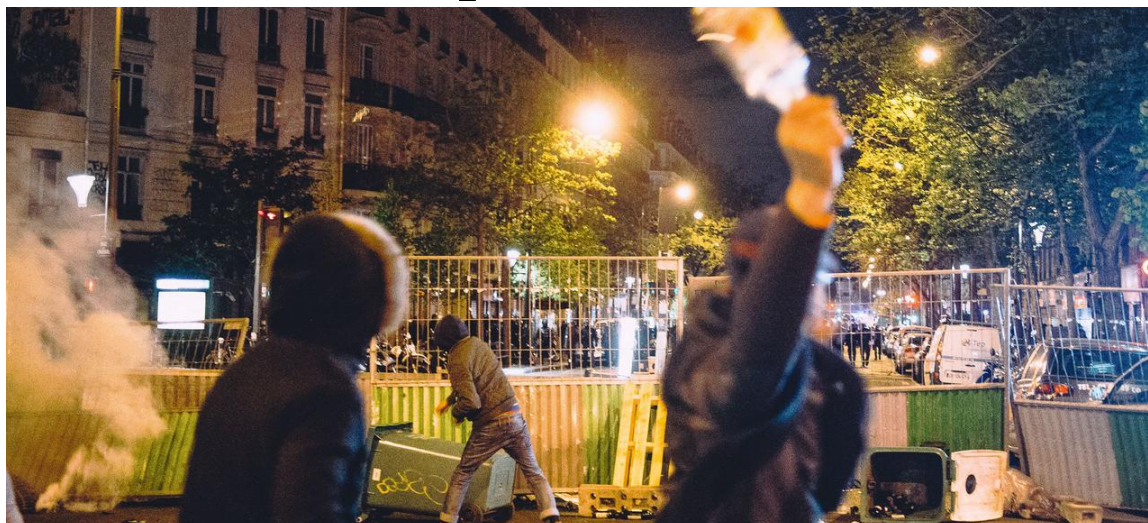


AVANT PREMIÈRE Nuit debout : la police réclame des ordres clairs pour intervenir



Des heurts ont opposé manifestants et forces de l'ordre dans la soirée du 28 avril, lors de l'évacuation de la place de la République à Paris. - Crédits photo : ImageForum

France (<http://premium.lefigaro.fr/actualite-france/>) | Par [Jean-Marc Leclerc \(#figp-author\)](#)

Mis à jour le 03/05/2016 à 19h00

Les forces de l'ordre ne supportent plus de devoir subir les assauts des casseurs, alors que l'état d'urgence a été décrété.

«Qui peut croire aujourd'hui que les individus qui viennent s'infiltrer au cœur des défilés avec des masques de plongée, des casques, des harpons, des bouteilles d'acide ou des engins incendiaires ne préméditent pas leurs actes?» Le Syndicat des cadres de la sécurité intérieure (SCSI-CFDT, ex-Snop) a mis en garde, ce mardi, contre les débordements répétés, à Paris, place de la République, mais aussi, en province, au fil des **manifestations contre la loi El Khomri** (<http://premium.lefigaro.fr/conjoncture/2016/03/09/20002-20160309ARTFIG00132-greves-manifestations-contre-la-loi-el-khomri-le-point-a-la-mi-journee.php>). Un «ras-le-bol» exprimé avec d'autant plus de force que la CGT vient de publier une nouvelle affiche pour dire **«stop à la répression»** (<http://premium.lefigaro.fr/social/2016/05/03/09010-20160503ARTFIG00161-l-affiche-de-la-cgt-traduit-un-vide-ideologique.php>), perçue comme une provocation dans les rangs policiers (lire ci-dessous).

«À Rennes, nos collègues essuient des jets de boules de pétanque avec des lames de couteau soudées dessus ! Il y a chez certains manifestants la volonté de mutiler et de tuer !»

Patrice Ribeiro, le secrétaire général de Synergie-officiers.

«À Rennes, nos collègues essuient des jets de boules de pétanque avec des lames de couteau soudées dessus! Il y a chez certains manifestants la volonté de mutiler et de tuer!», s'indigne Patrice Ribeiro, le secrétaire général de Synergie-officiers. Pour ce commandant de police, «les ordres de retenue, venus d'en haut, ne font qu'enhardir ceux qui viennent, soir après soir, casser du flic». La stratégie de Beauvau commence à poser question.

Les policiers redoutent aujourd'hui le «coup dur». Le SCSI, majoritaire chez les officiers de police, l'explique dans son dernier communiqué: «Ces casseurs ultraviolents (...) n'ont plus qu'un but: provoquer le drame susceptible de déclencher une vague d'émotion et chercher à tuer des policiers.» Déjà 180 agents ont été victimes de violences depuis le début de ce mouvement social.

«Qu'attend-on pour faire cesser les troubles?», renchérit le numéro un de l'Unsa-police, Philippe Capon. Est-ce la peur de la «bavure» qui inhibe ainsi les autorités, surtout à l'heure d'Internet et des réseaux qui amplifient le moindre incident? «On voudrait faire monter le Front national qu'on ne s'y prendrait pas autrement», estime un commissaire de sécurité publique.

«Quelle image déplorable, en tout cas, dans un pays qui a voté des mesures d'exception pour se préserver de la menace terroriste», estime Philippe Capon. La patronne du Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN), Céline Berthon, concède que «dans le cadre de l'état d'urgence (<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/2016/04/29/31003-20160429ARTFIG00150-violences-place-de-la-republique-de-l-etat-d-urgence-a-la-faillite-de-l-etat.php>)», ces manifestations qui dégénèrent deviennent «un vrai sujet...».

«L'État ne met pas tous les moyens dont il dispose pour neutraliser les casseurs, notamment les Black Blocs, qui sont connus, identifiés, pour l'essentiel»

Frédéric Lagache, secrétaire général adjoint d'Alliance (majoritaire chez les gradés et gardiens)

Pour Patrice Ribeiro, «il est temps que cela s'arrête, parce que l'Euro 2016 se profile, parce que les policiers sont fatigués par toutes ces missions qui s'empilent, entre Vigipirate, la crise des migrants, la COP21». Selon lui, «les fonctionnaires sur le terrain accumulent des jours de récupération qu'ils ne pourront jamais prendre».

Le préfet de police de Paris a déjà pris des dispositions, en ce début de semaine, pour que **les rassemblements de Nuit debout** (<http://premium.lefigaro.fr/actualite-france/2016/04/29/01016-20160429ARTFIG00043-nuit-debout-24-gardes-a-vue-pour-des-violences.php>), place de la République, où s'infiltrèrent les casseurs, prennent fin dès 22 heures et non plus à minuit. Avec fermeture des stations de métro environnantes.

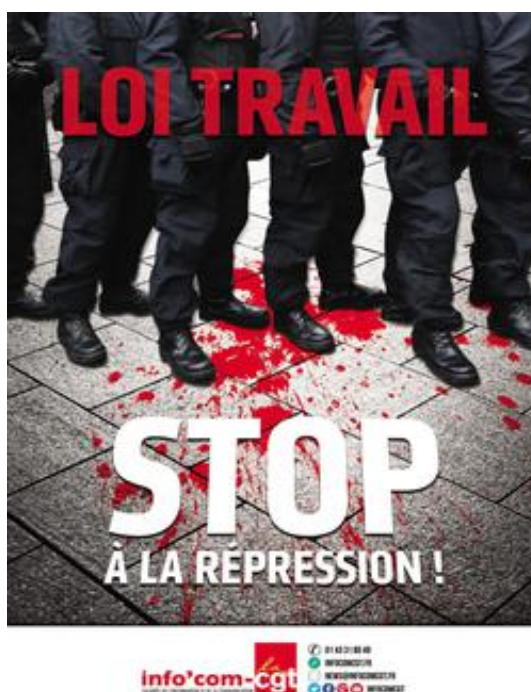
Secrétaire général adjoint d'Alliance (majoritaire chez les gradés et gardiens), Frédéric Lagache estime, pour sa part, que «l'État ne met pas tous les moyens dont il dispose pour neutraliser les casseurs, notamment les Black Blocs, qui sont connus, identifiés, pour l'essentiel».

À l'entendre, «il faut les interpellier en amont des manifestations, en les assignant à résidence préventivement, ou en les obligeant à pointer au commissariat, comme cela se fait pour les hooligans. Pourquoi les **ultraviolents d'extrême gauche** (<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/2014/10/29/31003-20141029ARTFIG00208-anarchistes-anonymous-black-block-les-differents-visages-de-la-gauche-radicale.php>) devraient-ils y échapper?»

Un gradé chez les CRS le dit: «La police sait faire et de façon républicaine, mais il lui faut des ordres clairs.» La crainte des policiers est de voir les casseurs imités par les jeunes venus assister à ces nouveaux «jeux du cirque», puisque les heurts répétés attirent beaucoup de curieux.

À Marseille, le 1er mai, la police a pu interpellé des élèves qui allaient défilé en centre-ville, avec des masques à gaz et des pierres dans leurs sacs à dos. «Vous devriez être au lycée?», ont interrogé les CRS qui les ont stoppés, ce jour-là. Réponse des élèves: «On s'est mis d'accord avec notre prof. Il nous attend là-bas.» Ceux-là ont été amenés aussitôt au poste. La police voudrait que le gouvernement siffle la fin de la récré.

CGT: une nouvelle affiche qui fâche



À la suite de la publication de cette affiche de la CGT, plusieurs organisations représentatives de la police ont demandé au ministre de l'Intérieur de déposer plainte.

«Loi travail: stop à la répression!» Le slogan est en grosses lettres. En image de fond: des policiers tout de noir vêtus piétinant une flaque rouge écarlate. La seconde affiche de la CGT sur le rôle qu'elle prête aux forces de l'ordre dans la gestion des manifestations contre la loi El Khomri suscite à nouveau l'indignation dans la «grande maison». «Après les matraques, c'est maintenant les bottes et le sang...», déplore le Syndicat des cadres de la sécurité intérieure (SCSI), qui accuse la CGT de «jeter perpétuellement de l'huile sur le feu».

«Les manifestations du 1er Mai ont été l'occasion pour le pouvoir dirigeant les forces de l'ordre de passer un cap dans l'intimidation des manifestants en coupant délibérément le cortège parisien», se plaint la CGT, qui espère capitaliser sur sa «ligne dure». «Syndicat de la honte!», réagit le député les Républicains Éric Ciotti.

Plusieurs organisations représentatives de la police demandent au ministre de l'Intérieur de déposer plainte. La secrétaire générale du Syndicat des commissaires de la police nationale, Céline Berthon, déclare que «la police est la victime collatérale d'un différend entre une partie de la gauche et le gouvernement. Cela commence à devenir insupportable». Selon elle, «certains jouent aux apprentis sorciers».

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 04/05/2016.



(<http://plus.lefigaro.fr/page/jean-marc-leclerc>)

Jean-Marc Leclerc (<http://plus.lefigaro.fr/page/jean-marc-leclerc>)



Journaliste

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/126044>)

Rédacteur en chef adjoint (sécurité intérieure, affaires judiciaires, immigration)
